



La CGT, sa force, c'est vous !

02.98.76.65.65

6 rue de Kerhuel CS 29029
29196 Quimper cedex

nous écrire cgt@cg29.fr nous voir <http://cgtcg29.fr>

QUOI DE NEUF ?

n°12

Radicalité : *question de dosage*

Parfois, nous sommes amenés à nous interroger sur le niveau de radicalité de nos positions ou actions. Certains trouvent que nous sommes trop rigides, d'autres, au contraire, aimeraient bien que nous soyons plus « virulents ». Difficile de satisfaire tout le monde.

Quel degré sur l'échelle de la radicalité ? Hé bien, ça dépend ! Non pas tant « d'où vient le vent » que de la force du vent. Il est des situations où la force destructrice du progrès social est telle que des compromis sont difficilement envisageables.

Pour résumer, nous nous adaptons à la situation. C'est collectivement que nous décidons quelle position tenir, quelle action mener. **En ce moment, c'est plutôt la tempête, il faut tirer fort pour essayer de rétablir l'équilibre.**



Conditions de travail : *question de choix*

Régulièrement, les agents des routes, les travailleurs sociaux, les agents du service transports et autres nous font part du manque de matériel roulant. Quand il existe, il est souvent vétuste. Nous avons, à maintes reprises attiré l'attention de notre employeur sur les problèmes de santé et de sécurité que cela pose pour les agents : problèmes de dos du conducteur, mauvaises tenue de route des véhicules, mauvaises visibilité. De plus, le parc réduit oblige beaucoup de travailleurs sociaux à utiliser leur véhicule personnel pour le travail.



Or, nous constatons que la gamme des véhicules dits de fonction ou de service suit la même ascension que le mille-feuilles hiérarchique. On nous dit également que les entreprises privées qui interviennent pour le Cg, donc payées par lui, seraient mieux dotées que nous .

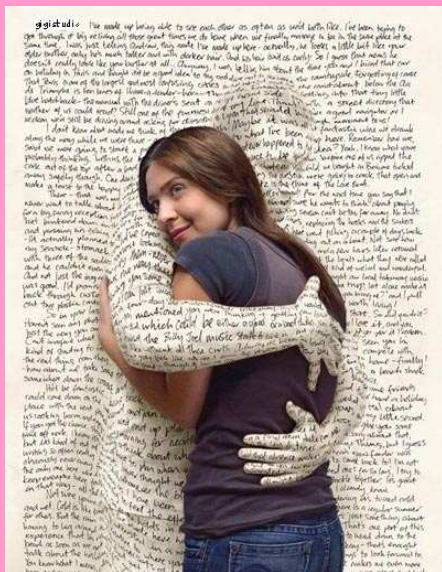


La soie et la brioche pour certains, le coton et le pain noir pour d'autres

Nous pensons que cette époque était révolue. Quand on nous dit que c'est la crise, nous, nous pensons que c'est simplement une mauvaise répartition, de mauvais choix.

Nous nous battons pour que cela change, que les moyens soient donnés en fonction des besoins et qu'ainsi nous puissions assurer un service public de qualité.

D.G.S. : *Vocabulairistiquement rassurant, mais...*



Le 15 décembre dernier nous étions invités par Monsieur ACAR, notre nouveau Directeur Général des Services, à une présentation du projet de réorganisation de la Direction Générale.

En préalable, le directeur général a tenu à nous préciser qu'il avait entendu que nous en avons assez des réorganisations et qu'il ne souhaitait pas tout remettre en cause mais **réorganiser par le haut**.

Le point fort de cette réorganisation semble la volonté de notre Dg de « territorialiser par le haut » en confiant aux DGA des petits boulots de « référents pays » en plus de leurs responsabilités thématiques et ce afin de créer le lien et la transversalité, **un rôle de « facilitation »**.

Les DGA deviennent donc des DGF (Directeurs Généraux Facilitateurs).

En tout cas félicitations à notre Dg pour l'innovation vocabulairistique.

Malgré cette intention affichée, nous constatons que les réorganisations continuent de façon insidieuse, en évitant notamment la confrontation avec les représentants du personnel. Et ça, nous n'aimons pas du tout ! (voir article page 7)

C.T.P. : *Réorganisation de la DGS : choisir la bonne voie dans le brouillard*

Face aux managers qui sévissent dans notre collectivité comme ailleurs, il est parfois difficile d'y voir clair lors d'une procédure de réorganisation. Leur caisse à outils est bien garnie et le manager est malin par nature ou par formation (voire les deux). Phrases à rallonge que personne ne comprend, discours mielleux, un brin d'autorité, une pincée d'affectif ; le mélange provoque une réaction chimique appelée « enfumage ». La voie traverse souvent des paysages magnifiques, quoique légèrement surfait, mais pour quelle destination ? Ou veulent-ils nous amener ?

Et bien nous le savons : **Une priorité au territoire et non-plus à la compétence. Finie la spécialité, finis les métiers, place à la polyvalence, au guichet unique, aux plateformes. Voilà ce qui se dessine derrière la réorganisation de la DGS.**



Entre le snack-pizzeria-crêperie-saladerie (pas bon à rien mais mauvais à tout) et la crêperie grampouzhenn, en dehors de tout chauvinisme, nous choisissons la crêperie grampouzhenn, car la crêpe, comme la pizza, c'est un métier !

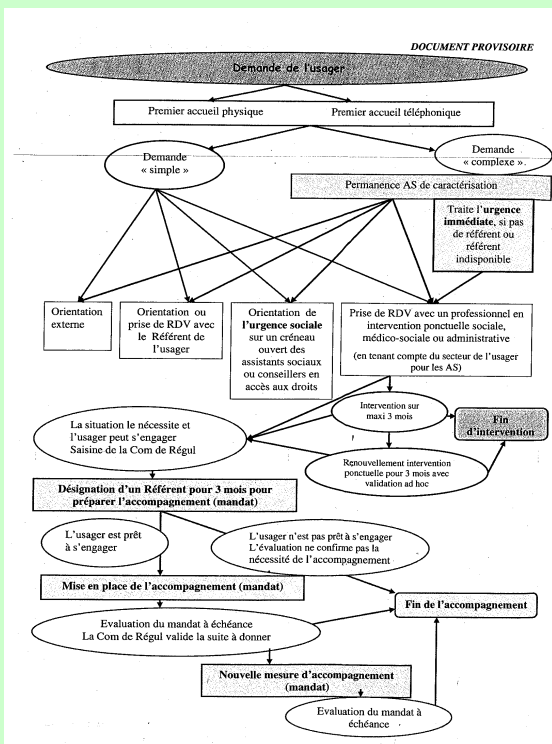
Nous avons voté contre cette réorganisation.

A propos d'organisation : *Ubu et Taylor sont sur un territoire*

Le schéma d'action sociale se précise au fur et à mesure des réunions de services ou de territoires.

BMO commence l'année avec un cadeau de taille :

Des gros mots : « A.S. de caractérisation » par exemple, mais aussi un schéma qui nous fait dire qu'Ubu n'est pas mort et que Taylor a de beaux jours derrière lui :



« Frederick Taylor proposait le concept d'organisation scientifique du travail tendant vers une "one best way". Celui-ci repose sur la décomposition du travail en gestes élémentaires chronométrés et organisés rationnellement pour former une chaîne de production. Taylor désirait appliquer les principes généraux d'amélioration de la productivité par la division du travail ».

Cela ne vous rappelle rien ?
 « Fin de la continuité relationnelle au profit de la continuité administrative »

Allez dire à l'utilisateur perdu dans le labyrinthe du social, cherchant désespérément un interlocuteur dans la continuité, qu'il est sur une « one best way »...

Q.V.T. : pour 100.000,00 €, t'as plus rien

Notre employeur nous dit s'intéresser à la **Qualité de Vie au Travail** de ses agents. Il a donc mis en place un dispositif (Q.V.T.), très discutable à notre avis, et nous en avons déjà parlé à maintes reprises. Seulement, ce dispositif, il coûte cher, surtout quand interviennent des cabinets d'audit.

Dans le cas présent, d'après notre employeur, **60.000,00 €** ont été nécessaires pour payer ces prestations. C'est la raison pour laquelle il a demandé une subvention de **100.000,00 €** à la CNRACL (notre caisse de retraite). L'avis du CTP étant obligatoire pour monter le dossier (hé oui), notre employeur n'avait pas le choix, il devait « se soumettre ou se démettre ». **A la CGT, nous avons voté contre cette demande de subvention car nous estimons que l'argent des retraites doit servir aux retraites et non-pas à rémunérer des cabinets d'audit.** Quand le dispositif sera en place, vous nous direz si votre **Qualité de Vie au Travail** s'améliore. Visiblement, la CFDT y croit dur comme fer à ce dispositif, pas nous !



Assistants Familiaux : internet, la grande pagaille



A partir du mois de mai, les AF doivent remplir le bulletin de présence des enfants sur un site internet créé pour eux et ouvrir une messagerie personnelle avec l'hébergeur privé de leur choix. Les notes de services ne leur seront plus envoyées d'ici 2013. Finalités indiquées par l'Administration : « permettre un accès aux informations de base du métier et futur lieu d'échange entre le service GRAF et les AF » (voir article précédent sur la caisse à outil du « manager »). Le Cg s'engage progressivement dans la « dématérialisation », faisant au passage des économies de papier et de timbre. Les AF devront s'équiper informatiquement à leurs frais. **Quel drôle de sens de l'équité !**

Pourtant seulement 50% des AF avaient répondu à un questionnaire sur « leurs habitudes informatiques ». L'accès à un ordinateur dans les CDAS est encore « en cours de réflexion » et de toute façon inapplicable pour le moment. Pour les « moins à l'aise », des formations d'une demi journée seulement sont prévues. Mais qu'à cela ne tienne, les AF doivent se plier aux nouvelles technologies ! On hallucine !! D'autant plus que ce dossier n'a pas été présenté aux représentants du personnel et n'est pas passé en Comité Technique Paritaire. Quel mépris ! Nous avons tiré la sonnette d'alarme pour des questions de déontologie liées à ce nouveau dispositif et avons signalé de graves dysfonctionnements lors de la création des adresses de messagerie. Nous demandons l'arrêt du dispositif et que soit engagée une réflexion plus approfondie avec les représentants du personnel. Face à cette pagaille, le GRAF nous a réunis le 21 mai pour « améliorer le site internet ». **Nous y avons posé nos revendications : démarche volontaire et non obligatoire pour utiliser internet, messagerie électronique Cg29 et non personnelle, accès dans les CDAS, formation adaptée. Nos revendications semblent prises en compte, à suivre...**

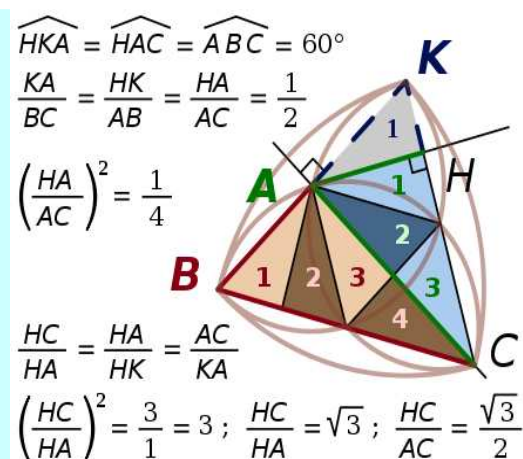
Fermeture de services : *la voie de La Poste*



Notre employeur prend la mauvaise habitude de fermer de plus en plus souvent les C.D.A.S. Ponts, vacances, coupures d'électricité, réunions, tous les prétextes sont bons. Réduire ainsi la voilure du service public est malheureusement une pratique courante. Nous avons tous en tête des situations similaires à la poste et nous en mesurons les conséquences au niveau du service rendu.

Au Cg, ce souci de rentabilité du service public est de plus en plus présent remettant en cause sa continuité. En dessous d'un certain seuil de « fréquentation », notre employeur pourrait ainsi décider de fermer, non-plus provisoirement mais définitivement, certains centres. Il est d'ailleurs dans une phase de quantification des tâches et cela n'est pas un bon présage. Il en est de même pour les centres d'exploitation des routes. **Le Centre d'Exploitation de Fouesnant est définitivement fermé.** Tout cela pour vous dire que **des fermetures provisoires ne doivent pas être prises à la légère.** Nous avons d'ailleurs exigé qu'un CTP soit programmé pour le territoire de BMO qui voit certains de ses CDAS fermés pendant les ponts du mois de mai. L'affaire doit être débattue compte-tenu des enjeux qu'elle représente, que ce soit au niveau du service rendu à l'utilisateur ou au niveau des conditions de travail des agents.

CAP Avancement-promotion: *on est CAP de ruer dans les brancards*



Quotas, ratios tout est bon pour brouiller les pistes d'une part et pour réduire les dépenses de personnels d'autre part. Le gouvernement met en place des mesures restrictives et les collectivités s'en servent avec zèle. Résultat, **de moins en moins d'agents promus.** Notre employeur a pourtant des marges de manœuvre, mais il n'est visiblement pas décidé à faire des efforts dans ce sens. Les CAP ayant lieu en septembre, **des débrayages pour « déboucher les tuyaux »** sont prévus courant juin, si **notre employeur campe sur ses positions.**

Assemblée Générale 2012 : *sous le signe du statut*



Le syndicat tenait son Assemblée Générale annuelle le 27 avril dernier au lycée Chaptal à Quimper. La participation est supérieure de 60% à celle des années précédentes. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette mobilisation qui, pour nous, est le signe d'une meilleure prise de conscience, par les agents, de la nécessité de ne pas rester isolés. Le nombre d'adhésions au syndicat, également en hausse, confirme ce besoin de solidarité.

Lors de cette AG, l'accent a été mis sur le statut de la Fonction Publique Territoriale qui subit des attaques répétées de la part du Gouvernement et de notre employeur. Nous souhaitons attirer l'attention des agents sur l'importance de ce statut, tant pour les agents eux-mêmes que pour les usagers qui doivent continuer à bénéficier d'un service public de qualité, continu et impartial. Nous encourageons d'ailleurs la confédération CGT à tenir bon, pour l'extension à l'ensemble des salariés, d'un Nouveau Statut du Travail Salarié et d'une Sécurité Sociale Professionnelle. Cette revendication CGT qui, dans le contexte social particulièrement difficile de ces dernières années, a été laissée de côté, doit revenir au devant de la scène.

Concernant les services du Conseil Général, les agents constatent un glissement insidieux des métiers vers un fonctionnement très administratif, processus provoquant une perte de sens du travail. Les Assistants sociaux, les éducateurs, les cuisiniers n'y trouvent plus leur compte et l'usager risque d'en pâtir. Le métier des routes est également menacé au Cg. Le manque de moyens, les fermetures de centres et le non-remplacement des départs inquiètent beaucoup les agents.

Malgré ces témoignages de dégradation des conditions de travail, les mobilisations qui se dessinent ne peuvent que nous rendre optimistes et nous encourager à continuer les luttes pour le progrès social.

Composition de la nouvelle Commission Exécutive :

APPERY-PRIGENT	Bénédicte	TAS	LE BLE	Christine	TAS
AUNIS	Christine	TAS	LE GALL	Mireille	TAS
BOCHER	Lionel	DD	LE GUERN	Françoise	DEF
BONNIORD	Isabelle	TAS	LE SAINT	Rolande	TAS
COLOSIMO	Bruna	DC	LEVEN	Henri	DATD
CONAN	Philippe	TAS	MAROTTI	Cyril	TAS
CORRE	Christian	DATD/Scaër	MIOSSEC	Catherine	TAS
COURTOIS	Monique	TAS	MONOT	Bernard	DEE
DREAU	Gildas	DATD	PERON	Sylvie	DRH
GALOPIN	Patrick	TAS	QUEMENEUR	Claudine	TAS
GOSELIN	Jean-Marc	DC	QUERE	Laurence	DBSG
KERGOAT	Maryline	TAS	ROUDAUT	Jannine	TAS
KERJEAN	Danièle	TAS	THOUEMENT	Denise	TAS
LAURENT	Jean-Michel	DBSG	TONVEL	Anne	TAS
LE BERRE	Jean	DATD	Total	29	

Nos résolutions pour 2012 :

1) Nous nous engageons à **continuer cette bataille des idées** en étant plus souvent avec les agents, sur le terrain, mais aussi en rencontrant plus souvent les syndicats des autres collectivités et entreprises. Nous nous engageons d'ailleurs à **nous investir davantage dans la Coordination Syndicale Régionale** qui regroupe l'ensemble des syndicats territoriaux de la région Bretagne ainsi que **dans les Unions Locales et Départementales**. Cela permettra de mettre en commun nos expériences, d'unir nos forces et d'essayer de trouver ensemble des stratégies plus efficaces pour **défendre nos conditions de travail et de retraite**. Nous devons également veiller à maintenir une **solidarité financière** envers les salariés dans l'action.

2) Nous nous engageons à **défendre le service public**. Pour ce faire, nous nous opposerons notamment aux recours systématiques à des cabinets d'audit et lutterons contre toute délégation, externalisation ou privatisation des services. **L'emploi public**, grâce au **statut** qui garanti l'indépendance des agents par rapport à l'employeur, doit permettre de rendre à l'utilisateur un service continu et impartial. Nous nous apercevons que ces notions de continuité et d'impartialité sont bien souvent malmenées, mettant ainsi les agents en difficulté sur le plan de l'éthique et de la déontologie. Cette dégradation est dangereuse pour le service public. Nous nous engageons à la combattre.

3) Dans la continuité de la résolution n° 2, nous nous engageons à **œuvrer pour faire respecter le statut** et notamment **redonner toute leur place aux instances paritaires** et commissions qui en découlent. Cette exigence est d'autant plus importante dans une période où les conditions de travail se dégradent et où **le CHS devient Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail**.

4) Faire respecter le statut, **c'est aussi combattre la précarité**. Il n'est pas normal qu'une collectivité comme le Cg emploie en permanence plusieurs centaines de non-titulaires. Nous allons donc continuer à nous battre pour **l'embauche de titulaires volants afin d'assurer le remplacement des agents indisponibles et pour le recrutement par concours** qui garantit l'impartialité et permet de lutter contre l'individualisation et le clientélisme.

5) **La précarité concerne aussi les Assistants Familiaux** qui travaillent actuellement pour le Cg. **Déroulement de carrière, garantie de l'emploi** ; ils ne connaissent pas ! Nous allons donc continuer, comme nous l'avons fait les années précédentes, à travailler sur cette question.

6) Nous nous engageons à **combattre sans cesse cette nouvelle politique « managériale »** qui rend malade les agents et le service public. Nous devons continuer à nous battre pour restaurer les conditions de travail, exiger des moyens adaptés et la sauvegarde du collectif.

7) Nous nous apercevons que le mal être des agents vient également du manque de perspectives, d'un horizon bouché. Les mutations et les promotions sont fréquemment citées comme étant des sujets d'incompréhension accompagnés de sentiments d'injustice. Nous nous engageons par conséquent à continuer d'agir pour que **les mutations et promotions se fassent dans un cadre réglementaire clair et équitable**.

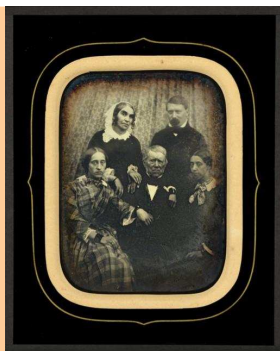
8) Nous souhaitons **être plus offensif sur la syndicalisation**. Même si le nombre de syndiqués ne suffit pas pour donner à l'action syndicale la force qu'on souhaiterait, il contribue à la mettre en place. C'est pourquoi, NOUS, membres du bureau, membres de la CE mais également vous tous ici et l'ensemble des syndiqués, nous devons **PROPOSER L'ADHESION AU SYNDICAT** dès que l'occasion se présente et le plus souvent possible.

9) Nous devons absolument **mettre l'accent sur la formation syndicale**. Elle permet à chacun de gagner de la connaissance et de la confiance en soi sans quoi il est difficile d'avancer. Une offre conséquente de formation est proposée par le Comité Régional de Bretagne.

10) Nous continuerons à **apporter aux agents en difficulté la défense individuelle nécessaire** confirmant ainsi notre attachement au collectif et à la solidarité. Les conditions de travail dégradées sont à l'origine d'une augmentation des sollicitations.

La Commission Exécutive est chargée de mettre en œuvre l'ensemble de ces résolutions.

Le nouveau bureau du syndicat : *il s'étoffe*



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Secrétaire général : Lionel BOCHER
Secrétaires :
Section Solidarité : Monique COURTOIS
Section collègues : Bruna COLOSIMO
Section route et mer : Christian CORRE et Henri LEVEN
Section cadres : Sylvie PERON
Section retraites : Jean LE BERRE
Communication et internet : Jean-Michel LAURENT
Politique financière : Bernard MONOT et Janine ROUDAUT.

Démocratie représentative bafouée: *fachés tout rouge*

Depuis l'arrivée du nouveau Directeur Général des Services, notre employeur a pris la fâcheuse habitude d'esquiver les Comités Techniques Paritaires. Les désorganisations continuent et les CTP, qui sont programmés en début d'année, sont successivement annulés. La loi impose pourtant que toute question relative à l'organisation des services doit être soumise au CTP. Et puis, même si cela n'était pas obligatoire, c'est tout de même surprenant **qu'un employeur qui revendique la démocratie participative ne respecte même pas la démocratie représentative et remette ainsi en cause les élections professionnelles. Nous n'en resterons pas là !** Même la CFDT s'est énervée, c'est pour dire...



Les routes: *la CGT est obstinée, les ATD sont mieux dotées*



Ne rien lâcher, continuer coûte que coûte : c'est le quotidien de l'action syndicale. Nous sommes plutôt contents du résultat concernant les véhicules et les engins dans les ATD, même s'il reste encore beaucoup à faire.

En effet, suite aux interventions répétées de la CGT, le budget acquisition dans ce domaine est passé de **640.000 € en 2010 à 2.500.000€ en 2012**. Nous veillerons à ce que ces crédits soient correctement utilisés.

Cela fait partie de la lutte continue que nous menons pour la continuité du service public et de l'emploi public.

Les collègues: *Bruna sillonne le département*

Conformément à notre résolution n°1, **nous nous efforçons d'être au plus près des agents**, sur le terrain. L'éclatement des services sur l'ensemble du département ne rend pas la chose facile. **Bruna Colosimo, secrétaire de la section « collègues » ne compte plus les kms parcourus** à l'occasion des Heures Mensuelles d'Information qu'elle programme dans l'ensemble des collègues. Au vu de la participation, les agents semblent plutôt contents de la rencontrer. Il faut dire qu'elle se décarcasse pour trouver des solutions à des problèmes souvent plus compliqués que dans les autres services du Cg, compte-tenu notamment de la double hiérarchie en vigueur dans les collègues (Cg et Education Nationale). Heureusement, elle connaît bien le système, étant elle-même agent de collègue. Donc, n'hésitez pas, appelez Bruna.



Naissance: <http://cgtcg29.fr> né le 27 avril 2012



Le nouveau né se porte bien mais il a besoin de vous.
Nous comptons sur vous pour nous faire parvenir des suggestions d'articles, de films, de lectures, de brèves, des coups de gueule, des nouvelles des services et remarques en tous genres.

à découper.....à distribuer.....à afficher



Pour contacter

4 voies rapides

cgt@cg29.fr

02.98.76.65.65

<http://cgtcg29.fr>

06.80.41.68.90